



IL PRESIDENTE DEL CONSIGLIO FRANCESE, CLEMENCEAU, E IL SEGRETARIO BRITANNICO PER GLI AFFARI ESTERI, BALFOUR, AL MINISTRO DEGLI ESTERI, TITTONI

*Memorandum. Parigi, 29 luglio 1919.*

Nous avons l'honneur d'accuser réception de la réponse de V. E. à la note collective signée par les Présidents du Conseil de France et d'Angleterre et adressée le 28 Juin au prédécesseur de V. E. le Baron Sonnino.

La plus grande partie de cette réponse a trait à certaines questions de controverse historique soulevées par la note collective. Nous nous proposons de traiter ces questions rapidement dans

une autre communication. Mais pour le moment, il nous paraît indispensable d'isoler le plus important des problèmes dont la solution s'impose et d'exposer à V. E. la nature exacte des difficultés qui rendent si ardue à résoudre la question de l'Adriatique.

Il nous faut, au préalable, rectifier une erreur sérieuse dans laquelle est tombée V. E. Vous dites explicitement et vous laissez constamment entendre que nous ne considérons plus le Traité de Londres comme liant les Puissances qui y sont parties. Nous n'avons jamais dit cela. Ce que nous avons dit, c'est que l'Italie a agi et agit en ce moment même comme si ce traité ne liait plus les parties contractantes; ce qui est tout différent. Les déclarations de ses hommes d'État, les articles de ses journaux, les manifestations de son Parlement et les incidents, souvent des plus regrettables, qui sont survenus chez elle, tout contribue à prouver que dans l'opinion de son peuple la question de Fiume est une question ouverte, et que, si l'Italie désire Fiume, il n'y a pas de raison valable pour qu'elle ne l'obtienne pas. Mais d'après le Traité de Londres, la question de Fiume n'est pas ouverte; et ceux qui sont prêts à renier le traité en ce qui concerne Fiume après avoir sous leur propre signature donné cette ville à la Croatie, n'ont évidemment aucun droit à l'invoquer sur les points où ses dispositions répondent davantage à leurs désirs.

Nous sommes assurés que V. E. ne croira pas que nous soulevions cette question, quelque importante qu'elle soit, dans le seul dessein d'engager une controverse. Notre but est très différent. Nous désirons convaincre V. E. qu'une solution satisfaisante de la question adriatique doit tenir compte d'éléments autres que le Traité de Londres, et vous rappeler que dans cette opinion, bien que se plaçant à un autre point de vue, V. E. et toute l'Italie sont d'accord avec nous.

La difficulté du problème apparaît entière dès que nous énumérons toutes les conditions auxquelles, pour être complète, sa solution doit satisfaire. L'une de ces conditions doit être considérée comme irréductible. Le règlement, quel qu'en soit la nature, doit être accepté par toutes les Puissances associées d'Occident. Autrement ce ne serait pas un règlement, mais un aveu public et déshonorant d'insuccès diplomatique. Il est d'autres conditions dont le caractère est peut-être moins absolu, mais dont chacune, prise séparément, doit être comprise dans un arrangement parfaitement satisfaisant. Un tel arrangement permettrait à chaque Puissance de remplir toutes les obligations auxquelles elle s'est soumise, de maintenir tous les principes qu'elle a proclamés, de satisfaire toutes les espérances qu'elle a exprimées et toutes les ambitions qu'elle a nourries. Jusqu'à quel point pouvons-nous nous rapprocher de cet idéal? Voilà la question.

Qu'il soit très difficile de donner une réponse à cette question, cela est évident si nous la considérons du point de vue de la Puissance la plus directement intéressée. L'Italie désire maintenir le Traité de Londres; elle désire aussi obtenir Fiume. De toute évidence, elle ne peut pas faire les deux. L'Italie veut régler les frontières de l'Europe d'après le principe du droit des peuples de disposer d'eux-mêmes; et en même temps elle veut obtenir une partie considérable de la côte dalmate et des îles adjacentes. Encore une fois, elle ne peut faire les deux.

L'Italie reconnaît la nécessité d'admettre l'Amérique à tout règlement qui pourra être atteint, mais elle désire aussi obtenir des territoires qui ne peuvent pas lui appartenir avec le consentement des États-Unis, ceux-ci s'en tenant à l'interprétation que le Président Wilson a donnée de ses 14 points. Il nous faut de

nouveau faire observer que personne jusqu'à présent n'a pu proposer un moyen de concilier ces deux incompatibilités évidentes.

Les difficultés que nous venons d'énumérer sont bien connues de V. E. et il est hors de doute que toutes les autres Puissances associées se trouvent, comme l'Italie et à des degrés divers, en face de problèmes résultant des développements historiques imprévus des quatre dernières années. Mais du moins pour ce qui est de la question adriatique, c'est l'Italie qui devrait nous fournir une solution. Car là l'Italie, seule des Puissances occidentales associées, a des ambitions matérielles à satisfaire. Les quatre Puissances se sont faites les défenseurs du principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes; trois d'entre elles ont signé le Traité de Londres. Mais que ce soit au point de vue territorial ou militaire, naval ou économique, le règlement qui en fin de compte sera adopté n'intéressera que l'Italie. Que ce soit donc l'Italie qui suggère une politique qui, tout en tenant compte de ses intérêts, soit d'accord avec ses principes et avec les nôtres.

Le mémorandum de V. E. soulève une autre discussion accessoire dont il nous faut dire un mot avant de terminer cette partie de notre réponse.

V. E. s'exprime comme si l'Italie était traitée par ses associés avec moins d'égards que les autres États alliés et, en particulier, comme si le principe du droit des peuples à disposer d'eux mêmes et celui des nationalités lui étaient opposés avec une rigidité d'interprétation que l'on ne retrouve pas, par exemple, dans le cas de la Pologne ou de la Bohême.

Il nous est impossible de partager cette manière de voir. Il est évident que, dans ce monde de rapports complexes, nulle règle abstraite ne peut être appliquée simplement et d'une manière pour ainsi dire mécanique. Des considérations découlant de

l'histoire et de l'ethnologie, de la religion, de la culture et du langage, des nécessités administratives, de la solidarité économique et de la sécurité militaire, peuvent unir des régions qui, autrement, seraient séparées et séparer des régions qui, autrement, seraient réunies. La fixation de la nouvelle frontière du Nord de l'Italie offre un exemple de cette manière d'agir qui a causé une pénible surprise à beaucoup d'admirateurs de l'Italie. Ils disent, et ils ont raison, que si la langue, la race et le vœu des populations avaient déterminé la décision de la Conférence, le Tyrol du Sud n'aurait jamais été italien. Quoiqu'il en soit le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et le principe des nationalités ont cédé devant les nécessités stratégiques et l'Italie a obtenu ce qu'elle désirait à la frontière des Alpes.

Le cas de la Bohême, également, présente des difficultés. Ici aussi une région allemande se trouve englobée dans un État non-allemand et ici aussi des raisons géographiques et stratégiques peuvent être sincèrement invoquées en faveur de cette anomalie. Mais les considérations historiques et économiques ont plus de poids encore. Depuis le Moyen-Âge, la Bohême a formé une unité politique. Tantôt elle a été un royaume séparé et indépendant, tantôt un royaume indépendant mais uni à ses voisins dans la personne de son souverain; tantôt elle a fait partie du Saint Empire Romain et tantôt elle en a été séparée; en dernier lieu elle était comprise dans la moitié autrichienne de la Monarchie Dualiste. Mais à travers tous ces changements elle n'a pas cessé de conserver son unité et son territoire, a de temps immémorial été isolé de l'Allemagne proprement dite par la chaîne de montagnes qui l'encerclé. Diviser ce territoire en deux par une frontière uniquement linguistique, au mépris des sentiments historiques et des courants économiques, aurait été manifestement faire un

mauvais usage du principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Nous sommes certains que V. E. est d'accord avec nous sur ce point. Nous ne doutons pas non plus que vous estimiez comme nous qu'il n'est pas possible de trouver une situation analogue parmi les populations italiennes éparpillées çà et là le long de la côte dalmate.

A part ces deux exceptions – le Tyrol du Sud et la Bohême de langue allemande – nous ne connaissons pas un cas où les frontières aient été tracées de telle façon que des districts importants soient restés du côté de la ligne que leurs habitants auraient estimé être le mauvais côté. Sans doute des groupements isolés ont fréquemment dû être laissés au milieu d'une population étrangère. Cela est inévitable. Sans doute aussi des raisons géographiques, économiques ou stratégiques ont parfois eu assez de poids pour amener la Conférence à sanctionner délibérément de légères modifications à la frontière ethnographique. Mais d'une manière générale, nous ne voyons pas que V. E. soit fondée à insinuer que nos principes ne deviennent inflexibles que lorsque l'Italie est en jeu. Nous estimons au contraire, que si l'Italie voulait appliquer à la ligne côtière de l'Istrie et de la Dalmatie au Sud de Pola les mêmes méthodes que, d'accord avec ses alliés, elle a appliquées ailleurs, la question Adriatique n'existerait pas.

Allegato

Note annexe.

La note remise le 7 juillet par S. E. Monsieur Tittoni touche à un certain nombre de points sur lesquels des observations et rectifications doivent être présentées.

C'est ainsi que:

a) l'accord de Londres du 26 avril 1915, bien qu'il ne formule pas dans les articles 1, 2 et 3 de délai pour l'entrée en guerre et la poursuite de la guerre par l'Italie contre tous nos ennemis, contient cependant *in fine* un engagement formel de l'Italie, se référant à ces mêmes articles, et fixant un délai ne pouvant excéder un mois après la signature de l'accord;

b) la convention militaire fixant le minimum des forces que la Russie devra employer contre l'Autriche-Hongrie est prévue explicitement pour «le cas où la Russie déciderait de porter son principal effort contre l'Allemagne», et n'est ainsi applicable que par interprétation au cas de force majeure d'écroulement de la Russie, qui aurait pu difficilement être imputé à la France et à l'Angleterre et être invoqué par l'Italie pour se délier de ses engagements;

c) la défense de la colonie italienne de Libye et de la région albanaise de Vallona invoquée comme action contre la Turquie, la date tardive de déclaration de guerre à la Turquie, les conditions de la participation à l'expédition de Salonique prêteraient également à des discussions si l'on devait relever les conditions, les réserves, les délais et les refus intervenus;

d) la concession même de Fiume ne paraît pas pouvoir être présentée comme ne s'appliquant qu'à la Croatie séparée de la Serbie, puisque la note de l'article 5 énumère les territoires de l'Adriatique non cédés à l'Italie comme devant être attribuée globalement «par les quatre puissances alliées à la Croatie, à la Serbie et au Monténégro» réservant par là toute organisation éventuelle ultérieure de la Croatie, de la Serbie et du Monténégro;

e) on ne saurait nier que le mémorandum concernant les résultats des conversations de St. Jean de Maurienne du 8 août 1917 ne débute par la réserve générale suivante qui s'applique ainsi à

l'ensemble des dispositions: «sous réserve de l'assentiment du Gouvernement russe», et ne soit clos par un article neuf ainsi conçu: «Il est entendu que le présent mémorandum sera communiqué au gouvernement russe afin de lui permettre de faire connaître ses vues», double réserve que les évènements ont laissé en suspens;

f) le premier débarquement à Scala Nova, opéré sans prévenir les alliés malgré des réunions quotidiennes, n'a nullement été motivé par l'occupation de Smyrne par les Grecs puisqu'il a eu lieu antérieurement, du fait du cuirassé Regina Elena, et qu'il l'a ainsi précédée de même que les occupations de Marmaris et de Boudroun;

g) l'occupation même de Smyrne n'a pas eu lieu en l'absence des délégués italiens, puisque M. Orlando mis au courant du projet des Puissances, a demandé un délai pour l'examiner et y a souscrit dans la séance suivante ainsi que M. Sonnino, qu'il avait demandé à consulter dans l'intervalle, et que les troupes italiennes y ont participé.

D'autres observations pourraient encore être présentées sur un certain nombre de faits allégués par V. E., mais ni l'Angleterre ni la France n'ont l'intention de poursuivre une discussion de ce genre avec l'Italie puisque leur seul désir est de trouver une solution tenant compte à la fois des principes qui dominent les négociations de la paix, des engagements respectifs qui les lient et de la nécessité d'obtenir l'adhésion des États-Unis.



IL MINISTRO DEGLI ESTERI, TITTONI, AL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA FRANCESE, CLEMENÇEAU, AL PRIMO MINISTRO BRITANNICO, LLOYD GEORGE, E AL MINISTRO DEGLI ESTERI BRITANNICO, BALFOUR

*Memorandum Parigi, 24 agosto 1919.*

La presente memoria riassume i vari problemi che costituiscono nel loro complesso la questione adriatica quale si presenta allo stato attuale delle trattative all'intento di conciliare le differenti tendenze che si sono manifestate in seno alla Conferenza su tale questione.

Detti problemi riguardano sostanzialmente:

- a) lo Stato libero di Fiume;
- b) il triangolo di Assling rivendicato dall'Italia; c) la Dalmazia e le isole dalmate;
- d) l'Albania.

*Stato Libero di Fiume:*

La Delegazione italiana nel caso che si debba venire alla costituzione di uno Stato libero fiumano, ritiene necessario:

- 1° salvaguardare l'italianità di Fiume;
- 2° sottrarre al dominio italiano alcuni distretti prevalentemente slavi;
- 3° assicurare una diretta comunicazione ferroviaria tra Fiume e il retroterra senza passare in territorio italiano.

I confini dello Stato Libero che potrebbero accettarsi dalla Delegazione italiana risultano dallo schizzo annesso (allegato 1). Essi differiscono alquanto nella parte ovest e nord dai confini proposti a suo tempo dalla Delegazione americana, poiché la

Delegazione italiana deve conciliare il miglior raggiungimento degli scopi a cui tende la creazione dello Stato libero, colle necessità militari specie con quelle intese a garantire una relativa protezione alla città ed al porto di Trieste ed alla penisola istriana e al porto di Pola contro possibili offese militari da oriente.

Infatti la neutralizzazione perpetua dello Stato libero non è garanzia così assoluta che consenta all'Italia di rinunciare, in questa parte della sua frontiera, ad una linea di confine che sia militarmente ragionevole; poiché se anche questo Stato sarà in ogni circostanza geloso della propria neutralità, gli mancheranno per sempre le forze per respingerne una possibile violazione.

Sulla base di questo concetto fondamentale, il progetto della Delegazione italiana lascia all'Italia la conca di Idria, la regione di Senosenchia, Albona e l'Isola di Cherso, che il progetto della Delegazione americana voleva assegnare allo Stato libero fiumano. Insieme con Cherso l'Italia rivendica anche l'isola di Lussin.

La conca d'Idria è situata ad occidente della disfluviale alpina ed è perciò geograficamente italiana. Sotto l'aspetto militare essa potrebbe costituire un comodo centro di raccolta per il nemico che da oriente volesse penetrare verso la linea dell'Isonzo a Tolmino; se ne è valso infatti molto abilmente l'esercito austro-germanico per l'offensiva dell'ottobre 1917.

Se la conca è ricca di mercurio e di foreste non sembra questa una ragione sufficiente per negarne l'assegnazione all'Italia. Nell'interesse della stessa regione, il togliere all'Italia la conca di Idria significherebbe allontanare le sue risorse dal mare (Idria Trieste km. 70) (Idria Fiume km. 120) con evidente svantaggio economico. Quanto all'interesse economico che lo Stato serbo-croato-sloveno potrebbe avere indirettamente per l'assegnazione di questa conca allo stato fiumano giova notare che la Jugoslavia

possiede non lungi da Lubiana due giacimenti di mercurio e cinabro a Littai e S. Anna e le grandi foreste della Croazia.

La regione di Senossecchia se fosse assegnata allo Stato fiumano, rappresenterebbe un profondo saliente proteso verso Trieste, il cui confine disterebbe una ventina di km appena; condizione questa che per le regioni già dette, comprometterebbe la sicurezza di questo importantissimo porto adriatico; minaccia tanto più grave in quanto che la caduta di Trieste porterebbe seco l'isolamento di tutta la penisola istriana.

Le altre lievi differenze del confine occidentale dello Stato fiumano che qui si propone (schizzo allegato n. 1) e quello proposto a suo tempo dalla Delegazione americana, rispondono al concetto di dare a Trieste e all'Istria il minimo di protezione militarmente indispensabile, e cioè la linea Birnbaumer Wald Monte Re Monte Auremiano Monte Pratica Monte Sega e Gomila Monte Maggiore, linea che si ritiene necessario venga lasciata in pieno possesso italiano.

La regione di Albona e l'isola di Cherso rappresentano, nello stesso ordine di idee, il minimo indispensabile per la sicurezza di Pola, che si trova rispetto a queste regioni, situata come al centro di un arco, alla distanza media di 35-40 km da esse. È evidente in queste condizioni, la necessità che l'Italia abbia il possesso di Albona, di Cherso e dello specchio d'acqua interposto fra quest'isole e la costa orientale istriana.

L'obbiezione, che possedendo Albona e Cherso, l'Italia sbarrì l'entrata del golfo di Fiume, perde ogni valore se si riflette che l'Italia accetta la neutralizzazione della costa orientale dell'Istria, delle isole di Cherso e di Lussin, della costa dalmata e delle isole dalmate, tanto per la parte italiana che per quella jugoslava,

secondo la formula che sarà proposta dagli esperti militari americani.

L'assegnazione di Albona all'Italia corrisponde d'altra parte al concetto espresso anche dal presidente Wilson che «all beautiful lands looking to the west, which are situated to the west of the watershed line will be italian». Albona infatti, pur trovandosi nella metà orientale dell'isola è situata ad occidente della linea spartiacque del Monte Maggiore, tanto che da Albona si vedono Pola e Rovigno, ciò che non è possibile da alcun altro punto della costa orientale istriana.

Per quanto in particolare riguarda l'isola di Cherso importa osservare che seppure gli italiani numericamente costituiscono solo poco più di un terzo della popolazione, essi rappresentano tuttavia in modo quasi esclusivo l'elemento culturale e dirigente, circostanza che conferisce a quest'isola un carattere di schietta italianità, e ne giustifica quindi anche sotto questo aspetto l'assegnazione all'Italia. Quanto a Lussin, quest'isola costituisce un tutto geograficamente e geologicamente unico con Cherso, e la popolazione italiana vi rappresenta all'incirca un terzo di quella totale.

Per lo Stato libero di Fiume la Delegazione propone uno schema di Statuto, che è qui annesso (allegato n. 2) ed i cui concetti fondamentali sono:

- a) neutralizzazione perpetua dello stato;
- b) invariabilità dei confini della città e del distretto di Fiume;
- c) conservazione degli statuti della città di Fiume;
- d) diritto d'uso della lingua italiana come lingua ufficiale nel distretto di Fiume;

e) governo composto di 5 membri nominati dal Consiglio della Lega delle Nazioni (2 dall'Italia, 1 dal Governo S.H.S., uno dalla città di Fiume, uno dagli altri distretti dello Stato libero);

f) istituzione di un corpo di gendarmeria; g) Fiume dichiarato porto franco.

*Triangolo di Assling:*

Poiché si ritiene necessario e la Delegazione italiana lo ha ammesso, di assicurare a Fiume una comunicazione ferroviaria col suo retroterra, che sia diretta e che non passi per territorio italiano, è evidente che esiste per il porto di Trieste eguale necessità di essere allacciata col suo retroterra direttamente, senza passare per territorio jugoslavo.

Il retroterra di Trieste è rappresentato essenzialmente dai territori dell'Europa centrale. Da Trieste si raggiunge la frontiera austriaca attraverso due sole ferrovie, quella Pontebbana e quella di Assling, entrambe ferrovie di montagna a semplice binario e perciò di scarso rendimento. La ferrovia Pontebbana era già satura prima della guerra e non potrebbe assorbire anche in piccola parte il traffico di Trieste, per quanto modesto esso fosse.

La ferrovia di Assling si presenta nelle stesse condizioni della precedente, la sua massima potenzialità è di circa 22 coppie di treni al giorno, ma essa è il naturale allacciamento fra Trieste e il territorio del nord. (Trieste – Assling – Villach km. 176; Trieste – Udine – Pontebba – Villach km. 217). Però, se anche una piccola parte di questa ferrovia attraversasse il territorio jugoslavo interposto fra Austria e Italia, si avrebbero indubbi inconvenienti al transito: soste doganali, sanitarie e di polizia (circa 4 ore per i viaggiatori ed anche più lunghe per le merci) e possibilità di interruzione e di chiusura di frontiera con gravi conseguenze evidenti.

Per queste ragioni e per logica analogia di trattamento rispetto a Fiume, la Delegazione italiana chiede che sia incluso entro i confini d'Italia il territorio comprendente la testata della Sora e delle due Save (come appare dallo schizzo allegato 1) in modo che risulti in territorio italiano l'intera galleria Podberoo – Wocheiner – Freistsitz e il successivo tratto di ferrovia sino ad Assling. La stazione ferroviaria di Assling rimarrebbe esclusa dal territorio italiano, in modo da lasciare fuori l'intero tronco jugoslavo Laibach-Assling.

Se pure il territorio di Assling dovrà toccare allo Stato Serbo-Croato-Sloveno, l'Italia assicurerà la continuità dell'allacciamento Trieste Villach mediante appositi raccordi l'uno sulla sinistra della Sava e l'altro in territorio austriaco attraverso i Caravanca.

#### *Dalmazia e Isole.*

Sono note le ragioni militari, morali ed economiche per cui l'Italia ha reclamato il possesso di una parte della Dalmazia e delle dipendenti isole. I Governi delle principali potenze alleate ne avevano riconosciuta la legittimità e il 26 aprile 1915 avevano garantito all'Italia, mediante trattato, il possesso della Dalmazia centrale e della quasi totalità delle isole dalmate e curzolane. Contingenze internazionali più forti del nostro diritto, hanno più tardi imposto alla Delegazione italiana di subire una discussione sulle clausole del Patto di Londra e di considerare la possibilità di notevoli riduzioni alle concessioni già stipulate.

Qualsiasi nostra arrendevolezza deve però arrestarsi dinanzi alle seguenti esigenze: a) impedire che lo Stato Serbo-Croato-Sloveno si valga del possesso dei porti e delle isole dalmate per acquistare una superiorità strategica e tattica, che tale possesso

- può consentire anche con forze navali relativamente deboli;
- b) tutelare i dalmati di nazionalità italiana contro l'oppressione di elementi meno civili ed a noi apertamente ostili;
  - c) salvaguardare gli interessi italiani in Dalmazia ed i nostri commerci colla penisola balcanica.

Pertanto la Delegazione italiana deve in primo luogo insistere per la neutralizzazione assoluta e perpetua di tutte le coste e di tutte le isole dalmate.

È però certo che nessuna forma di neutralizzazione impedirà che la costa dalmata possa, volendo, essere rapidamente trasformata in una vasta base navale minacciosa per l'Italia, poiché da Fiume a Cattaro l'intera costa si presta meravigliosamente per tale scopo. E poiché i porti più minacciosi sono quelli di Sebenico, di Spalato, e di Cattaro, è indispensabile che almeno l'Italia abbia il possesso delle due più esterne fra le maggiori isole curzolane, Lissa e Lagosta, per poter esercitare una relativa vigilanza verso quei porti.

In secondo luogo la Delegazione italiana deve ancora una volta ricordare come, nonostante le più sfrenate persecuzioni, l'elemento italiano della Dalmazia sia riuscito a conservare non soltanto la propria esistenza ma una grande superiorità civile ed economica in confronto degli slavi; il maggior centro italiano Zara rappresenta anche senza contrasto il centro culturale della Dalmazia.

Mentre nel resto della Dalmazia l'elemento italiano ha perduto gradualmente terreno, vinto dalla prepotenza slava e dagli arbitri governativi, in Zara esso è rimasto così forte da resistere vittoriosamente ad ogni sopraffazione e da segnare un aumento di circa 2500 abitanti italiani dal 1880 al 1900.

Questa vera cittadella dell'italianità dalmata non può essere abbandonata alla Jugoslavia. È doveroso pertanto di pretendere che la città di Zara, con Borgorizzo, S. Giovanni e Cezaria e coll'isola antistante di Uglian, sia annessa all'Italia o quanto meno costituita in libero Stato sotto il protettorato dell'Italia.

La Delegazione italiana chiede inoltre che le minoranze italiane negli altri centri della Dalmazia siano tutelati da alcune clausole da inserirsi nel Trattato fra le Grandi potenze e lo Stato S.H.S.

Finalmente la Delegazione Italiana chiede che nelle stesse clausole siano comprese disposizioni che assicurino:

a) il rispetto dallo Stato S.H.S. degli impegni assunti dai precedenti Governi di fronte a società e sudditi italiani;

b) l'equiparazione dei sudditi italiani, per l'esercizio di qualsiasi mestiere, professione, commercio o industria, ai sudditi della nazione più favorita;

c) il pieno diritto da parte dei dalmati italiani di assumere entro il termine di un anno dalla firma del trattato, la nazionalità italiana;

d) la validità nel territorio jugoslavo di tutti i diplomi rilasciati dalle scuole superiori italiane.

Lo schema delle suddette clausole è annesso alla presente memoria (allegato 3).

### *Albania.*

La Delegazione italiana ritiene che l'Italia sia fra le grandi potenze alleate e associate la più indicata per assumere il mandato per questo nuovo stato. L'esperienza del passato dimostra che un'Albania indipendente non potrà resistere da sola alle mire e agli intrighi dei vicini balcanici, né provvedere al proprio



svolgimento e sviluppo senza che le vengano assicurati i mezzi adatti. Questa opera di tutela non può esser affidata ad altri che all'Italia in quanto per essa soltanto esistono ragioni fondamentali che fanno dell'esistenza del nuovo stato un interesse comune italiano e albanese.

La sua formazione e la sua conservazione contribuiscono allo stabile assetto della questione adriatica nella quale l'Italia è la sola grande potenza direttamente interessata. L'Italia non ha nei riguardi dell'Albania altri scopi che di garantire la piena disposizione di sé stessa all'interno aiutandone il progresso e sostenendone le ragioni. L'opera già iniziata e spinta durante la guerra per la rinascita civile ed economica delle regioni albanesi non avrà che da proseguire con maggior vigore mediante l'incarico all'Italia di continuare l'opera intrapresa.

Per quanto riguarda i confini del nuovo stato la Delegazione italiana osserva che i confini etnografici della razza albanese si presentano molto indeterminati, se si eccettua la parte occidentale che confina col mare. Il nucleo principale albanese raggiunge un totale di 2 milioni, la metà dei quali vive fuori dei confini assegnati all'Albania dalla Conferenza di Londra del 1913, e cioè a Dibra, nei territori di Ockrida e di Struga, nei territori di Antivari e di Dulcigno ed in quello della Ciamuria.

Ridurre quindi il confine del 1913 sarebbe venir meno ad ogni sentimento di giustizia. Questa frontiera comprendeva un territorio di 2800 Km<sup>2</sup>, con 800.000 abitanti mentre le rivendicazioni dei patrioti albanesi sull'intera regione di Scutari e sui territori albanesi annessi dai vicini stati nel 1913 porterebbero l'Albania a 92.900 Km<sup>2</sup> di superficie con 2.500.000 abitanti, Scutari, importante incrocio di comunicazioni che dall'Albania settentrionale conducono al mare, punto di contatto tra le tre religioni

musulmana, ortodossa, cattolica, ha per secoli appartenuto all'Albania alla quale spetta geograficamente ed economicamente; il suo nome «Scutari d'Albania» è chiaro indice di un diritto riconosciuto dalle genti. La Delegazione italiana ritiene equo pertanto che Scutari sia consegnata allo Stato albanese.

Il confine meridionale dell'Albania sarà determinato, secondo gli accordi già intervenuti, di comune intesa fra Grecia ed Italia.

In quanto all'assegnazione di Valona all'Italia, la Delegazione italiana ritiene che questa sia fuori d'ogni contestazione; essa vuole tuttavia ricordare come il possesso di questo porto, col retroterra necessario per la sua difesa, sia indispensabile per garantire la libertà dell'Adriatico, problema al quale l'Italia è l'unica grande potenza direttamente interessata.

Il retroterra indispensabile per la sicurezza di Valona è indicato nello schizzo allegato 4 (linea verde). Esso è limitato, tenuto conto che l'essere lo Stato albanese posto sotto il mandato dell'Italia costituisce già una parziale garanzia.